

Marchés publics de techniques de l'information et de la communication

Objet du marché

Fourniture, déploiement et maintenance d'un logiciel permettant l'évaluation des formations, des enseignements et la réalisation des enquêtes et des sondages pour l'Ecole Centrale de Nantes

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Marché soumis

aux dispositions du Code de la commande publique (l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)
et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G.-T.I.C.)
arrêté du 30/03/2021

Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert selon les articles L.2124-2, R.2124-2.1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

Référence de la consultation

AO-2025-07

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. LIEU D'EXECUTION	4
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	4
2.1. PIECES PARTICULIERES DU MARCHÉ	4
2.2. DOCUMENTS GENERAUX DE REFERENCES	4
ARTICLE 3 - FORME ET CONTENU DES PRIX DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	5
4.1. DUREE DU MARCHÉ	5
4.2. DELAIS D'EXECUTION	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	6
5.1. DISPOSITIONS GENERALES	6
5.2. PERSONNELS DU TITULAIRE	7
5.3. OBLIGATIONS DE RESULTATS.....	7
5.4. OBLIGATION DE DISCRETION.....	7
5.5. OBLIGATION D'INFORMATION	8
5.6. PROTECTION DES DONNEES	8
5.7. OBLIGATION DE RESPECTER LE CALENDRIER DE DEPLOIEMENT	9
5.8. MODIFICATION TECHNIQUES EN COURS D'EXECUTION	9
5.9. MISES A JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIELS	9
ARTICLE 6 - DROITS DE PROPRIETE – UTILISATION DES RESULTATS – CONCESSION DU DROIT D'USAGE	9
6.1. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	9
6.2. UTILISATION DES RESULTATS	9
6.3. DROIT D'USAGE DU LOGICIEL	10
6.4. DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE SUR LE LOGICIEL	10
ARTICLE 7 - PRIX - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	10
7.1. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ.....	10
7.2. MONTANT DU MARCHÉ.....	10
7.3. VARIATION DANS LES PRIX	10
7.3.1. <i>Prix global et forfaitaire</i>	11
7.3.2. <i>Clause de sauvegarde</i>	11
7.4. UNITE MONETAIRE.....	11
7.5. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	11

ARTICLE 8 - DEVELOPPEMENT DURABLE.....	11
8.1. PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
8.2. ETHIQUE ET RESPONSABILITE SOCIETALE	12
8.3. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	13
ARTICLE 9 - AVANCE – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
9.1. AVANCE	14
9.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
ARTICLE 10 - REGLEMENT DES DECOMPTES OU FACTURES	15
10.1. MODALITES DE REGLEMENT DES DEPLOIEMENT ET MISE EN PLACE DE LA SOLUTION LOGICIELLE.....	16
10.2. MODALITES DE REGLEMENT DE LA LICENCE ANNUELLE INCLUANT LA MCO	16
ARTICLE 11 - PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.....	16
11.1. SOUS-TRAITANCE	16
11.2. MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	17
11.3. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	17
11.4. REPARTITION DES PAIEMENTS	17
ARTICLE 12 - CONTROLE DU SERVICE FAIT	17
12.1. VERIFICATION D'APTITUDE	18
12.2. VERIFICATION DE SERVICE REGULIER	18
12.3. RECEPTION.....	18
12.4. TRANSFERT DE PROPRIETE	19
ARTICLE 13 - GARANTIE - MCO	19
ARTICLE 14 - PENALITES DE RETARD.....	19
14.1. PENALITES DE RETARD	19
ARTICLE 15 - RESILIATION	20
15.1. RESILIATION POUR CAUSE D'INTERET GENERAL.....	20
15.2. CLAUSE DE SAUVEGARDE	20
15.3. RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE.....	20
ARTICLE 16 - ASSURANCES.....	20
ARTICLE 17 - LITIGES DROIT ET LANGUE.....	20
ARTICLE 18 - DEROGATIONS AU C.C.A.G. T.I.C	21

ARTICLE 1 - Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ont pour objet la fourniture, le déploiement et la maintenance d'un logiciel permettant l'évaluation des formations, des enseignements et la réalisation d'enquêtes et de sondages pour l'Ecole Centrale de Nantes (ECN).

La description des prestations forfaitaires et les spécifications techniques de celles-ci sont précisées dans le Cahier des Charges Techniques Particulières (C.C.T.P.).

L'Acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au Titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.2. Lieu d'exécution

Les prestations seront livrées sur le site campus de l'Ecole Centrale de Nantes :

1, rue de la Noé
BP92101
44321 NANTES

Toutes les réunions nécessaires à la réalisation des prestations se dérouleront à l'Ecole Centrale de Nantes ou en visio conférence.

ARTICLE 2 - Pièces contractuelles du marché

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessous :

2.1. Pièces particulières du marché

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes (annexe 1 – désignation des co-traitants et répartition des paiements, annexe 2 - tableau DPGF ; éventuels DC4) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Charges Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre ;

2.2. Documents généraux de références

- ◇ Le Code de la commande publique en vigueur à la date de publication du marché ;
- ◇ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G.-T.I.C.), arrêté du 30/03/2021.

Nota : les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées être bien connues du Titulaire et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation relative à son activité.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente ou documentation quelconque du Titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée inexistante.

ARTICLE 3 - Forme et contenu des prix du marché

Le marché est passé à prix global et forfaitaire. Les prestations sont réglées par des tarifs indiqués à l'acte d'engagement et son annexe.

Les prix incluent nécessairement toutes les charges fiscales, parafiscales obligatoires, les frais de déplacement, hébergement et restauration des intervenants, ainsi que toute sujétion nécessaire à la parfaite réalisation des prestations et notamment :

- Frais de restauration, d'hébergement et de déplacement ;
- Frais de documentation ;
- Assurances ;
- Mise en service ;
- MCO ;
- Management de projet ;
- Frais de coordination (pour le mandataire de groupement).

ARTICLE 4 - Durée du marché et délais d'exécution

4.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du contrat.

Le marché peut être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La décision de reconduction appartient à l'Acheteur. Elle est considérée comme adoptée et acceptée, si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'Acheteur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 15 du présent CCAP.

4.2. Délais d'exécution

4.2.1. Prestations de fourniture et déploiement de la solution logicielle :

Le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations de fourniture et mise en service (mise en production) du logiciel faisant l'objet du projet est donné à l'article 10 du CCTP. En complément des dispositions de l'article 29 du CCAG-TIC, il est précisé que les échéances du calendrier prévisionnel comprennent la notification de la mise en ordre de marche (mise en production) des prestations réalisées. Les propositions de planning détaillé des candidats doivent le respecter en tout point. Des aménagements au planning détaillé proposé par le Titulaire dans son offre peuvent être apportés au cours de la réunion de lancement avec l'équipe du Titulaire après la notification du marché. Le calendrier validé par l'Acheteur au cours de cette réunion devient définitif et contractuel.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC, le délai de 30 jours calendaires prévu pour la mise en ordre de marche est ramené à 5 jours par les dispositions du présent CCAP.

Le Titulaire s'engage à réaliser la réunion de lancement au plus tard **2 semaines à compter de la notification du marché valant ordre de démarrage d'exécution des prestations.**

En cas de non respect de ces délais exprimés ci-dessous, des pénalités prévues à l'article 14 pourront être appliquées.

4.2.2. Prestations de maintenance : Période d'intervention et délai de mise en œuvre des prestations de maintenance

La durée des interventions de maintenance corrective devra être aussi réduite que possible et les interventions devront être effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement des services.

Le Titulaire s'engage à respecter les **délais(*) minima** de remise en état de fonctionnement (garantie de temps de rétablissement) indiqués dans son offre.

() Les délais d'immobilisation maximale sont calculés à partir de l'enregistrement de l'appel.*

En cas de dépassement de la Garantie de Temps de Rétablissement, les pénalités prévues à l'article 14.2 pourront s'appliquer.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à adresser à l'Acheteur un compte rendu d'intervention.

ARTICLE 5 - Conditions Générales d'exécution du marché

5.1. Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Forme des notifications des décisions ou des informations

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations, l'Acheteur prévoit la ou les formes suivantes :

- messagerie électronique,
- et /ou tout moyen permettant d'attester la date de réception

Les mêmes moyens sont prévus pour les échanges du Titulaire avec l'Acheteur.

Référent(s) ECN

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référent(s) en son sein pour les besoins d'exécution des prestations. Ce/ces référents seront désigné(s) au moment de la notification du marché.

5.2. Personnels du Titulaire

Le Titulaire a la responsabilité des personnels à mettre en œuvre pour exécuter le marché. La personne physique ou l'équipe qu'il affecte à la conduite des prestations est celle qu'il a mentionnée dans son offre technique.

Le Titulaire désigne obligatoirement un chef de projet qui sera l'interlocuteur privilégié de l'Ecole Centrale de Nantes.

La bonne exécution du marché étant subordonnée à l'intervention de cette (ces) personne(s), le Titulaire s'oblige à maintenir l'effectif ainsi désigné jusqu'à l'achèvement des prestations.

Au cas exceptionnel où la personne ou l'un des membres de l'équipe ne serait plus en mesure d'exécuter sa tâche (départ, démission, indisponibilité temporaire ou définitive), le Titulaire doit :

- en aviser, sans délai, l'Acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations contractuelles ;
- proposer à l'Acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 5 jours francs à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplacement ne peut s'opérer que par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation et possédant une connaissance suffisante des prestations déjà effectuées.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par l'Acheteur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de 15 jours francs à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus. Si l'Acheteur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 5 jours francs pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'Acheteur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'Acheteur, le marché peut être résilié pour faute du Titulaire.

5.3. Obligations de résultats

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat, décrites dans les pièces contractuelles du présent marché. Il met en place l'organisation nécessaire pour atteindre les niveaux de qualité requis par l'objet du marché.

A cet effet, le Titulaire prodigue notamment à l'Acheteur tout conseil / recommandation et fournit toute assistance dans l'objectif de lui permettre un usage optimal de la solution logicielle.

5.4. Obligation de discrétion

Le Titulaire du marché est tenu, ainsi que l'ensemble de ses personnes travaillant pour cette prestation, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution des prestations. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'Acheteur.

Le Titulaire renonce à publier, reproduire, traduire ou mettre sur le marché concurrentiel des éléments dont il aura cédé les droits, il est seulement autorisé à faire état dans ses références professionnelles de l'existence et du contenu succinct de la prestation réalisée.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat.

L'Acheteur conserve tous les droits dont il est détenteur sur les éléments / données mis à la disposition du Titulaire pour les besoins d'exécution du présent marché.

5.5. Obligation d'information

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai l'Acheteur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou à compromettre le déroulement du marché.

De plus, le titulaire s'engage à alerter l'administration sur les imprécisions ou les incohérences contenues dans les documents de travail remis par l'ECN.

5.6. Protection des données

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants et co-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants et co-traitants.

Les supports informatiques et documents fournis par l'Acheteur au Titulaire restent la propriété de l'Ecole Centrale de Nantes.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- À ce titre, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'Ecole Centrale de Nantes.

5.7. Obligation de respecter le calendrier de déploiement

Le Titulaire s'engage à respecter le calendrier définitif de déploiement arrêté au cours de la réunion de lancement après la notification du marché et notamment les échéances du calendrier prévisionnel de déploiement données au CCTP, sous réserve qu'elles ne sont pas modifiées dans le calendrier définitif.

Tout non respect des échéances pourra être sanctionné de pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

5.8. Modification techniques en cours d'exécution

Le Titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques du marché sans autorisation préalable du représentant de l'Acheteur.

Le marché peut être modifié dans les conditions fixées aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article 22 du CCAG-TIC, lorsque les prestations comprennent la livraison de logiciels standards ou de logiciel spécifiques, elles comprennent également, pendant la durée du marché, la livraison des mises à jour qui leur sont apportées ainsi que la livraison des nouvelles versions.

Le prix de ces mises à jour et de ces nouvelles versions est inclus dans le prix du marché décomposé dans l'annexe à l'Acte d'engagement.

ARTICLE 6 - Droits de propriété – Utilisation des résultats – Concession du droit d'usage

6.1. Régime des connaissances antérieures

Les dispositions régissant le régime des connaissances antérieures sont prévues à l'article 44 du CCAG-TIC.

6.2. Utilisation des résultats

En complément des dispositions de l'article 43.1 du CCAG-TIC, les résultats du présent marché comprennent l'ensemble des éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des campagnes d'évaluations des formations et des enseignements, ainsi que des enquêtes et des sondages, à l'aide de l'outil logiciel faisant l'objet du présent marché. Ces résultats peuvent être notamment les œuvres de l'esprit, les bases de données, les dessins ou modèles, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection,

tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, les résultats demeurent sous la pleine propriété de l'Acheteur.

6.3. Droit d'usage du logiciel

Le Titulaire concède à l'Acheteur, à titre non exclusif, moyennant le règlement du prix annuel de la licence, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser la solution logicielle, pendant toute la durée du marché, périodes de reconduction comprises, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

6.4. Droit de propriété intellectuelle sur le logiciel

Le présent marché ne prévoit pas de transfert de droit de propriété sur le logiciel, autre que le droit d'usage défini précédemment, du Titulaire vers l'Acheteur.

ARTICLE 7 - Prix - Modalités de détermination des prix

7.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0, soit le mois de la date limite de remise des offres.

7.2. Montant du marché

Les tarifs applicables au présent marché sont établis en euros et ils sont précisés à l'Acte d'engagement et son annexe, le tableau DPGF.

Le montant du marché sera la résultante de l'application :

- du prix global et forfaitaire des prestations prévues au marché décomposé dans le tableau DPGF.

Les éléments de volumétrie donnés au CCTP reflètent la situation à la date du lancement du marché ainsi que des prévisions d'évolution. Aucune réclamation concernant ces évaluations ne sera admise.

7.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des fournitures ou des services sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

7.3.1. Prix global et forfaitaire

Les prix indiqués au tableaux DPGF sont globaux et forfaitaire. Les prix sont fermes la première année du marché. Le prix de la licence annuelle est révisable annuellement, à l'initiative du Titulaire, à chaque reconduction du marché, par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (\text{Ind (n)} / \text{Ind (o)})$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Indice (n) : valeur de l'indice de référence au mois n.
- Indice (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de reconduction du marché.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'indice IPSE - Indice de prix de production des services, entreprises françaises BtoB.

Le présent article introduit une clause de révision au sens de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

7.3.2. Clause de sauvegarde

Dans l'hypothèse où la variation des prix HT résultant du ou des nouveaux tarifs aboutirait à une hausse par rapport au tarif précédent de plus de 5 % il pourra être fait application des dispositions de l'article 15.2 du présent C.C.A.P.

7.4. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro. Tous les montants figurant dans l'offre doivent être libellés en euros.

7.5. Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Tous les montants figurant dans le marché sont exprimés hors TVA mais intègrent les autres taxes applicables aux prestations.

Le taux de TVA applicable sera celui en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

ARTICLE 8 - Développement durable

Profondément attachée aux objectifs de Développement Durable dont la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la protection des ressources naturelles, l'Acheteur promeut l'achat responsable par le biais de stratégies variées. Il oeuvre notamment à la décarbonation de ses achats. A cet effet, l'Acheteur souhaite travailler avec des fournisseurs ayant déjà mis en place des pratiques à la fois respectueuses de l'environnement (utilisation d'énergies renouvelables, réduction des déchets, utilisation de matériaux recyclés dans la production, modes de production respectueux de l'environnement, durée de vie des produits allongée,

etc.), et visant une politique de durabilité claire (mesure de l'empreinte carbone de l'entreprise, analyse de cycle de vie des produits et services, présence de consultant Bilan Carbone au sein de l'entreprise, etc.).

8.1. Pratiques environnementales pour l'exécution des prestations

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto –verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Pour le suivi des prestations, le titulaire privilégie, autant que possible, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.)

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

8.2. Ethique et responsabilité sociétale

Le Titulaire s'engage, en son nom et pour le compte de ses sous-traitants et fournisseurs, à exécuter ses obligations en respect des principes liés à l'éthique et la responsabilité sociétale d'entreprise et notamment :

- À promouvoir des conditions de travail satisfaisantes, garantissant la santé et la sécurité des personnels et des tiers, en mettant notamment en œuvre des dispositifs de sécurité éprouvés et en développant des actions de formation et de sensibilisation sur ce domaine ;
- À préserver l'environnement et les milieux naturels, en s'appuyant notamment sur les compétences et le savoir-faire de ses personnels et en utilisant des technologies sûres et économes en énergie ;
- À contribuer au développement d'une économie circulaire en privilégiant l'éco conception, en réduisant la production de déchets et en valorisant ceux qui n'ont pu être évités ;
- À faciliter l'intégration professionnelle des personnes handicapées ou éloignées de l'emploi ;
- À respecter les principes fixés par les neuf conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ratifiées par la France et, plus généralement, les normes de droit international et national applicables au Contrat et relatives aux droits fondamentaux de la personne humaine ;

Les neuf conventions de l'OIT concernées sont les suivantes :

- ✓ La convention sur le travail forcé ;
- ✓ La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ;
- ✓ La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective ;
- ✓ La convention sur l'égalité de rémunération ;
- ✓ La convention sur l'abolition du travail forcé ;

- ✓ La convention concernant la discrimination ;
 - ✓ La convention sur l'âge minimum ;
 - ✓ La convention sur la pire forme de travail des enfants ;
 - ✓ La convention sur le cadre promotionnel pour la santé et sécurité au travail.
- À éviter, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, tout conflit d'intérêt, à garantir la confidentialité des informations échangées et à respecter les principes d'équité, de transparence et d'impartialité dans les pratiques commerciales.

Le Titulaire fournit à l'Acheteur, à sa demande, tout élément permettant de démontrer qu'il s'est conformé aux prescriptions du présent article en cours d'exécution du marché. Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations à l'égard de l'Acheteur.

8.3. Lutte contre la corruption

Le Titulaire assure avoir une parfaite connaissance et respecter la législation applicable ayant trait à la lutte contre la corruption. Il s'engage à se conformer à l'ensemble des législations visant à incriminer les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité dans les pays dans lesquels il exerce ses activités ainsi qu'à l'ensemble des législations internationales en la matière.

Dans ce cadre il s'engage à s'assurer de la mise en place en interne de mesures et procédures proportionnées aux risques de corruption auxquels il est exposé. Le Titulaire reconnaît avoir mis en œuvre, en son sein, des règles, systèmes, procédures et contrôles appropriés visant à prévenir la commission de faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité. De plus, le Titulaire assure avoir mis en œuvre des règles et procédures permettant de s'adapter aux évolutions futures du cadre normatif existant.

Le Titulaire déclare que ni lui-même, ni aucun de ses administrateurs, dirigeants, agents, intermédiaires, collaborateurs ou personnes qui lui est associé ne se trouve être frappé d'une quelconque interdiction ou se trouve être inscrit sur une liste de sanctions, établie par un organisme gouvernemental ou international, l'interdisant ainsi de répondre aux appels d'offre, de contacter ou de travailler avec cet organisme en raison d'actes de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité avérés ou présumés.

Le Titulaire certifie ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour des faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité. Il reconnaît également ne pas avoir bénéficié d'une procédure transactionnelle faisant suite à la commission de faits de même nature »).

Le Titulaire s'engage à faire preuve d'une parfaite transparence en informant immédiatement l'Acheteur, de la commission d'actes de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité, soupçonné ou avéré,

mettant en cause le Titulaire lui-même ou une des personnes qui lui est associé, manquement intervenu pendant la durée d'exécution du présent accord-cadre.

En cas de violation par le Titulaire de ses engagements au titre du présent article, l'Acheteur est en droit de résilier de plein droit, et sans qu'aucune indemnité ne soit dû, ce présent marché, à la charge et aux torts exclusifs du Titulaire.

ARTICLE 9 - Avance – Présentation des demandes de paiement

9.1. Avance

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19440100600011

Les factures afférentes au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;

- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- la date de livraison des fournitures ;
- la nature des fournitures livrées ;
- le montant hors taxe des fournitures en question ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique instaure une obligation de dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique.

Le titulaire transmet sa facture sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'État, CHORUS PRO.

Cette solution permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'ECN a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- Facture rejetée, en cas de refus par l'ECN de la facture émise ;
- Facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Les factures seront libellées au nom de l'École Centrale de Nantes.

ARTICLE 10 - Règlement des décomptes ou factures

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en oeuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans les articles R.2192-12 à R.2192-15 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € prévue à l'article R.2192-35 du Code de la commande publique sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.1. Modalités de règlement des déploiement et mise en place de la solution logicielle

Les acomptes seront réglés pour la prestation d'installation du logiciel chiffrée dans le DPGF et selon le décompte suivant :

- ✓ Mise en Ordre de Marche (MOM) – mise en production : 60 % du prix de la prestation concernée
- ✓ Vérification d'Aptitude (VA) prononcée sans réserve : 20 % du prix de la prestation concernée
- ✓ Vérification de Service Régulier (VSR)
prononcée sans réserve : 10 % du prix de la prestation concernée
- ✓ Admission définitive de la solution logicielle
suite au déploiement : 10 % du prix de la prestation concernée

La prestation de formation sera réglée intégralement après exécution de la formation et fourniture de l'ensemble des guides d'utilisation et supports associés.

10.2. Modalités de règlement de la licence annuelle incluant la MCO

La licence annuelle sera réglée, selon les modalités suivantes :

- ✓ 30 jours calendaires après soit la date d'Admission définitive après vérifications (VA et VSR) du logiciel (1^{ère} année), soit la date de reconduction (les années de reconduction) : 100 % de la licence avec MCO.

ARTICLE 11 - Paiement des co-traitants et des sous-traitants

11.1. Sous-traitance

Les dispositions du code de la commande publique (articles R.2193-1 à R.2193-22) et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (modifiée par l'ordonnance n°2010-1307 du 28 octobre 2010) sont applicables.

Les candidats sont tenus de déclarer leurs sous-traitants. Les déclarations peuvent intervenir au moment du dépôt des offres ou en cours d'exécution du marché. L'intervention des sous-traitants est conditionnée par une validation préalable des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement par le Maître d'ouvrage dans les conditions des articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant déclaré, le sous-traitant du Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial (formulaire DC 4 dernière version mise à jour disponible) :

- les formulaires DC1 et DC2 (dernières versions mises à jour disponibles) ;
- les attestations de régularité fiscale et sociale ;
- l'extrait K-bis daté de moins de 3 mois ;
- le RIB, en cas de paiement direct ;
- les preuves de ses capacités techniques, professionnelles et financières.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur et ce préalablement à l'intervention du sous-traitant.

Pour toute déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché, le Titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que l'Acheteur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

11.2. Modalités de paiement des sous-traitants

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur, au Titulaire du marché.

L'accord ou le refus de validation de la facture de la part du Titulaire doit intervenir sous 15 (quinze) jours calendaire et être notifié tant au sous-traitant qu'à l'Acheteur.

Le sous-traitant adresse alors à l'Acheteur la demande de paiement accompagnée des factures et du visa du Titulaire.

Il est précisé que les sommes portées sur les factures du sous-traitant tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et incluent la T.V.A.

11.3. Groupement d'opérateurs économiques

Le visa des demandes de paiement des co-traitants et leurs sous-traitants admis en paiement direct fait partie de la mission de coordination du mandataire.

Toute facturation signée par le mandataire du groupement vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet du formalisme décrit à l'alinéa ci-dessus relatif à la sous-traitance.

Si le co-traitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

11.4. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement

à

l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

ARTICLE 12 - Contrôle du service fait

Pour la partie Déploiement et mise en place de la solution logicielle :

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues. Après notification à l'Acheteur de la mise en production/mise en ordre de

marche (MOM), ces vérifications comprennent les trois étapes suivantes qui s'effectuent conformément aux modalités ci-dessous :

- la Vérification d'Aptitude (V.A)
- la Vérification de Service Régulier (V.S.R)
- l'Admission définitive (A.D.)

Les étapes de MOM, VA, VSR et AD sont constatées par la mise en place de PV fournis par l'Acheteur. Ces PV dûment complétés et signés par les parties sont notifiés par l'Acheteur au Titulaire.

Les décisions de l'Acheteur relatives aux étapes de MOM, VA, VSR et AD sont prises de manière expresse et dûment notifiées au Titulaire. Il est dérogé aux dispositions des articles 33 et 34 du CCAG-TIC, en ce qui concerne les admissions tacites. L'absence de décision d'admission de l'Acheteur dans les délais impartis vaut décision d'ajournement.

12.1. Vérification d'aptitude

Obligation du Titulaire :

Après exécution dans les délais requis du calendrier définitif visé à l'article 4.2.1 du CCAP pour les prestations de déploiement et mise en production de la solution logicielle, le Titulaire est tenu informer l'Acheteur, par tout moyen permettant de conférer une date certaine, de la fin d'installation / mise en production de la solution logicielle. Il est établi un PV afférent à l'acceptation de la mise en production par l'Acheteur. L'Acheteur peut ainsi procéder à la Vérification d'Aptitude (VA) à compter de la date dudit PV de mise en ordre de marche.

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées et/ou exécutées, présentes les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions attendues et sont conformes aux spécifications techniques et fonctionnelles du dossier.

Conformément à l'article 33.2.1 du C.C.A.G T.I.C, le délai imparti à l'Acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 1 mois à partir de la date de signature du PV de Mise en ordre de marche. L'Acheteur notifie la décision relative à la VA.

Si la vérification d'aptitude est positive, l'Acheteur procède à la vérification de service régulier (VSR). Si la vérification d'aptitude est négative, l'Acheteur prend une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet sans préjudice de l'application des pénalités de retard.

12.2. Vérification de service régulier

Par dérogation à l'article 32.4 du C.C.A.G T.I.C, le délai prévu concernant la régularité du service s'observera à partir du jour où les éléments auront été déclarés aptes, pendant une durée de deux (2) mois, périodes d'indisponibilité déduites.

12.3. Réception

A l'issue de la période de Vérification de Service Régulier et en dérogation à l'article 33.2.2 du C.C.A.G T.I.C, l'Acheteur disposera d'un délai de un 15 jours calendaires pour notifier sa décision au Titulaire.

Si la vérification de service régulier est positive, l'Acheteur prononce la réception des prestations au travers d'un procès-verbal de réception.

La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée.

Si la vérification de service régulier est négative, l'Acheteur prononce soit l'ajournement des prestations, avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire telle que prévue à l'article 33.2.2 du CCAG TIC, soit la réception avec réfaction, soit le rejet des prestations sans préjudice de l'application des pénalités de retard.

Pour la prestation de la formation, l'Acheteur prononcera la décision de réception définitive dans un délai de 30 j. calendaire à compter de la date la plus tardive suivante :

- date de réalisation de la séance de formation ;
- date de transmission du dernier guide/support.

12.4. Transfert de propriété

Sans objet.

ARTICLE 13 - Garantie - MCO

Les dispositions sur les garanties de l'article 36 du CCAG-TIC sont applicables dans le cadre du présent marché. Lesdites garanties s'applique pendant toute la durée du marché, périodes de reconduction comprises.

La maintenance en conditions opérationnelles (MCO) demandée aux CCTP débute après la mise en production (MOM) de la solution logicielle.

ARTICLE 14 - Pénalités de retard

Les pénalités sont cumulables et s'appliquent dès le premier euro par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC.

Les pénalités visées ci-dessous ne s'appliquent pas de manière automatique. La décision quant à l'application des pénalités ainsi que le mode d'application (provisoire ou définitif) appartiennent à l'Acheteur.

14.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG – TIC, tout retard par rapport aux délais d'exécution et aux dates butoirs contractuelles non imputables à l'Acheteur ou à un cas de force majeure, pourra faire l'objet d'une pénalité telle que définie ci-après.

14.1.1. Déploiement et mise en production du logiciel

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG – TIC, tout retard par rapport aux différents jalons d'exécution (y compris les livrables associés) et aux dates butoirs contractuels non imputable à l'Acheteur ou à un cas de force majeure, pourra faire l'objet, sans mise en demeure préalable, **d'une pénalité journalière de 200 € HT.**

14.1.2. Prestation de garantie - maintenance

Le Titulaire doit prendre les dispositions nécessaires pour garantir que les fournitures et prestations exigées sont intégralement opérationnelles dans les délais contractuels.

En cas de dépassement des délais contractuels de maintenance, l'ECN se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes et de les déduire des sommes dues :

- ✓ Par dérogation aux modalités de calcul et d'application des pénalités de retard prévues à l'article 14.1 du CCAG – TIC, les pénalités sont fixées à **200 Euros HT par jour de retard de rétablissement**.

ARTICLE 15 - Résiliation

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 8 du C.C.A.G - TIC.

15.1. Résiliation pour cause d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, il n'est pas prévu d'indemnisation visée au 1^{er} alinéa de l'article 51 du CCAG-TIC.

15.2. Clause de sauvegarde

Au titre de la clause de sauvegarde, en cas d'accroissement du prix de la licence annuelle dans le cadre de la révision des prix, conformément à l'article 7.3.1 du présent document, par rapport au prix initial ou celui de l'année n-1, de plus de 5%, l'Acheteur se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, le présent marché.

15.3. Résiliation pour faute du titulaire

En complément des dispositions de l'article 50 du CCAG-TIC, l'Ecole Centrale de Nantes pourra résilier le présent marché au tort du Titulaire à tout moment et sans indemnité, si :

- après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, les défauts et/ou dysfonctionnements constatés n'étaient pas corrigés ;
- les prestations réelles s'avéraient différentes, en qualité ou en nombre, des prestations prévues par le CCTP.

ARTICLE 16 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution des prestations.

Les garanties devront être de conditions nécessaires et suffisantes, le Titulaire supportera toute surprime éventuelle liée à une insuffisance de garantie.

ARTICLE 17 - Litiges Droit et Langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le règlement du litige sera soumis à l'appréciation du Tribunal Administratif de Nantes.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'ensemble des documents doit être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français par un traducteur assermenté.

ARTICLE 18 - Dérogations au C.C.A.G. T.I.C

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG TIC :

Articles du CCAP qui dérogent au C.C.A.G – TIC	Articles du C.C.A.G – TIC auquel il est dérogé
4.2.1	29
6.2	46
12	33 et 34
12.2	32.4
12.3	33.2.2
14	14.1.3
14.1	14.1
14.1.1	14.1.
14.1.2	14.1